



LE 26 JANVIER TOUS EN GRÈVE POUR UN DIALOGUE SOCIAL DIGNE DE CE NOM !

Le gouvernement a validé la mise en place de l'accord, portant sur le parcours professionnel, les carrières et la rémunération des fonctionnaires (PPCR)...**Et ce, malgré son rejet par la majorité des organisations syndicales.**

Pourtant légalement ce texte doit être retiré !

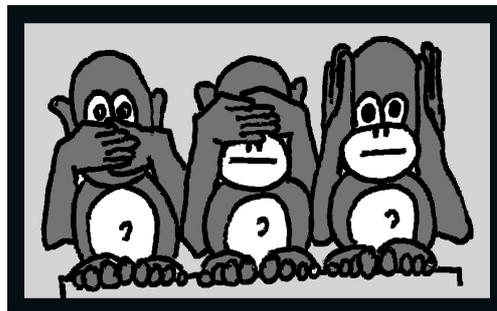
Le gouvernement ne respecte plus la loi quand celle-ci ne le sert pas !

Un exemple que s'empresse de suivre notre Direction Générale.

Depuis plusieurs mois déjà, la CGT Finances Publiques, avec d'autres organisations syndicales représentatives des personnels, refuse de participer au simulacre de dialogue social imposé par la Direction Générale.

Au niveau local, le même climat délétère règne !

Loin d'être une politique de la chaise vide, cette démarche s'inscrit dans un processus d'action pour que les droits et garanties des agents soient enfin respectés et reconnus.



A TOUS LES NIVEAUX DE CONCERTATION L'ADMINISTRATION BAFOUE ELLE-MÊME LES RÈGLES MISES EN PLACE OU LES LÉGISLATIONS EN VIGUEUR !

- Au niveau des Comités Techniques, **l'argumentation portée par les organisations syndicales est tout simplement rejetée voir ignorée .**

Les votes émis par vos élus et les avis qui en découlent ne sont aucunement pris en compte par l'administration, dès lors que ceux-ci ne correspondent pas aux orientations de la DGFIP.

Les exemples ne manquent pas qu'il s'agisse des suppressions d'emplois, des destructions et restructurations de services.....

- Malgré un long processus de discussion qui a permis l'instauration des règles de gestion communes, le nouveau directeur général a instauré **unilatéralement et arbitrairement à la demande des directeurs locaux de nouvelles règles régressives**, balayant d'un revers de main les accords conclus. (règles d'affectations, de mutations, modification de RAN...)

- Au niveau des Commissions administratives paritaires, les droits des agents ne sont pas plus respectés ! Instances non convoquées, règles à géométrie variable, droits et garanties des personnels ignoréssont le lot commun !

- Les Comités Hygiène, sécurité et Conditions de travail (CHS-CT) sont logés à la même enseigne. **L'administration tente de détourner l'argent destiné à l'amélioration des conditions de vie au travail des agents et n'applique pas la législation en vigueur** notamment en matière de travaux et de restructurations de services.

En bafouant les règles et la législation qui régissent les instances, en transformant le dialogue social en diktat, en ignorant les élus et les représentants des personnels c'est l'ensemble des agents que l'administration méprise !

Pour faire valoir l'intégralité de nos droits et rendre au dialogue social toute sa place...

TOUS EN GREVE LE 26 JANVIER A LA DGFIP !

